



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 18 DÉCEMBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Développement Economique,
Emploi, Formation et Tourisme

L'an deux mille quatorze le dix huit décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:
Convention d'Intervention SAFER - 2015

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICCOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain, MAGAUD Fabrice

REPRÉSENTÉ(S) :

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Bernard CHILINI pouvoir à Raymond GRAS, Franck AMBROSINO pouvoir à Valéria VECCHIO, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Daniel MARIA, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENT(S) :

CERET Stéphan

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Gilbert GALLIANO

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 22 DEC. 2014

Transmis le 22 DEC. 2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Depuis 2007, la Communauté d'Agglomération Dracénoise conventionne annuellement avec la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER). Cette Convention d'Intervention Foncière (CIF) a pour objectif de définir un cadre global d'intervention de la SAFER à l'échelle de la Dracénie, et notamment de :

- généraliser le principe d'information en temps réel des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) notifiées à la SAFER, à toutes les communes de l'agglomération ainsi qu'à la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Grâce à cette convention, la Communauté d'Agglomération Dracénoise permet aux 19 communes membres de bénéficier d'un même niveau de services auprès de la SAFER, tout en alimentant son observatoire foncier à l'échelle du territoire.

- étendre les modalités et les conditions d'intervention de la SAFER à la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Ce dispositif permet ainsi de :

- maîtriser et réguler le marché foncier agricole dans un contexte de forte pression,
- procéder à un stockage sélectif de terres en vue de réaliser des compensations de proximité à l'impact de grands projets ou d'acquérir des terrains susceptibles d'être concernés par des travaux d'intérêt collectif,
- maintenir l'activité agricole en favorisant l'accès au foncier pour les exploitants et assurer une occupation strictement agricole des sols.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération Dracénoise peut interpellier la SAFER au même titre que les communes, selon les mêmes modalités. La Communauté d'Agglomération Dracénoise se coordonne avec les communes concernant les modalités d'acquisition et de rétrocession des terrains acquis par la SAFER.

Le coût estimé pour 2015 est de 12 980 € HT. Il comprend la rémunération du service apporté par la SAFER dans le cadre de l'observatoire foncier (envoi des DIA, enquêtes, analyse du foncier...) à laquelle s'ajoutent les frais occasionnés par un retrait de vente après une préemption en contre-proposition de prix (frais de dossier de l'ordre de 500 €).

En 2014, sur la période du 1^{er} janvier au 8 octobre, ce dispositif a permis :

- d'enregistrer et de cartographier en temps réel 435 notifications portant sur des fonds agricoles ou à vocation agricole ; contribuant ainsi à alimenter un observatoire du foncier agricole en Dracénie, dont 102 se situent en zone agricole.
- de mener 15 enquêtes, en vue de préemption sur le territoire de la CAD,
- de proposer un rachat de terrain agricole sur 2 dossiers,

La convention a ainsi contribué au maintien de l'activité agricole sur plusieurs hectares, soit en dissuadant les intentions spéculatives en zone agricole, soit en intervenant directement (CAD ou communes) via l'exercice du droit de préemption de la SAFER.

Par conséquent, il est demandé au Conseil d'agglomération au vu de l'avis de la commission des finances du 2 décembre 2014 de bien vouloir :


- approuver la signature de la convention d'intervention foncière compte-tenu des effets positifs obtenus (observation des mutations, dissuasion et intervention),
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention et tout document s'y rapportant,
- autoriser Monsieur le Président ou son Vice Président délégué à l'agriculture à signer le courrier d'intention d'achat, lorsque la Communauté d'Agglomération Dracénoise demandera à la SAFER d'exercer son droit de préemption dans les limites du budget alloué au foncier agricole,
- autoriser Monsieur le Président à solliciter auprès du Conseil Régional, du Conseil Général et tout autre établissement, l'aide financière la plus élevée possible pour toute acquisition par préemption.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget général, Chapitre 011, article 617.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 18 décembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.